AVIS DE RECRUTEMENT D'UN CONSULTANT INDIVIDUEL

Date : 02/04/2020

Pays : Côte d'Ivoire

Description de la mission : Recrutement de deux (02) consultants(es) nationaux(les) pour dresser un profil socioéconomique sous forme de diagnostic stratégique pour les zones ouest (les départements de Guiglo, Blolequin, Toulepleu, Danané et Zouan Hounien) et Sud-ouest (Tabou) en Côte d'Ivoire

Nom du projet : Appui à la prévention des crises et à la consolidation de la cohésion et de l'inclusion sociale (CIV10 00116775)

Durée de la mission/services (le cas échéant) : Quarante-cinq jours calendaires

L'offre doit être soumise par courrier électronique à l'adresse procurement.offers.ci@undp.org au plus tard le 16 Avril 2020.

Toute demande d'éclaircissements doit être envoyée par courrier électronique à l'adresse procurement.ci@undp.org . Le service des Achats répondra par courrier électronique, et enverra à tous les soumissionnaires les copies des réponses écrites avec toutes les clarifications nécessaires, sans mentionner l'auteur de la question.

1. CONTEXTE

Dans le cadre de la mise en œuvre de la stratégie de solutions durables, plusieurs interventions ont été engagées pour la réintégration durable des personnes déplacées et rapatriés en Côte d'Ivoire. Alors que des efforts sont déployés pour endiguer les conflits qui ont causé le déplacement, il reste encore beaucoup à faire à la fois économiquement et socialement pour combler les gaps des besoins des personnes rapatriées et pour répondre aux défis de la lutte contre la pauvreté et la consolidation de la cohésion sociale dans les zones de retour ou de réinstallation.

Pour faire face à ces défis, le gouvernement de Côte d'Ivoire a élaboré, en collaboration avec le PNUD, le HCR et l'UNESCO, le « Projet d'appui à la prévention des crises et à la consolidation de la cohésion et de l'inclusion sociale ». D'une durée de 32 mois, le Projet est financé à hauteur de 2.856.000 Euro (soit 1,875 millions f CFA), avec 2.725.000 (1,787 millions f CFA) de contribution de la République Fédérale d'Allemagne et 131.000 (77 millions f CFA) du PNUD. Les interventions porteront principalement sur :

- Le renforcement de la cohésion sociale et la coexistence pacifique par le dialogue communautaire et l'accès aux infrastructures sociales de base ;
- La réintégration socioéconomique des personnes rapatriées dans les communautés d'accueil ;
- La promotion de l'entrepreneuriat jeune à travers la formation professionnelle et la création de micro-entreprises.

Le projet prendra en compte la dimension genre aussi bien dans le choix des bénéficiaires que dans la nature même de ses interventions.

Pour assurer la bonne conduite des activités relatives à l'appui à la réintégration socio-économique des personnes rapatriées, en privilégiant une approche des chaines de valeur et pour offrir des options de curricula de formation adaptés aux besoins des populations cibles, il est essentiel

de disposer d'une connaissance approfondie des zones d'interventions du projet et de leurs potentiels économiques.
Pour chacune des régions ciblées, les forces, faiblesses, opportunités, et menaces, seront identifiés et analysés, afin de dégager les opportunités économiques et donner des orientations stratégiques pour le développement d'activités génératrices de revenus en vue de la réintégration socio-économique appropriée des rapatriés notamment les femmes et les jeunes.
A cet égard, des études socioéconomiques seront conduites dans les régions de Tonpki (Départements de Danané et Zouan Hounien), du Cavally (Départements de Guiglo, Blolequin et Toulepleu) et de San Pédro (Département de Tabou).

Ainsi, le PNUD lance le recrutement de deux (02) consultants(es) nationaux(les) en vue de dresser les profils socioéconomiques sous forme de diagnostic stratégique pour les régions ciblées par le projet. Ces travaux vont permettre d'identifier les opportunités de développement, d'activités créatrices de revenues les plus prometteuses et de présenter les besoins d'investissement les plus urgents.

2. ÉTENDUE DES TRAVAUX, RESPONSABILITÉS ET DESCRIPTION ANALYTIQUE DES TRAVAUX PROPOSÉS

Deux zones d'études ont été retenues pour les travaux des consultant(e)s. Ces sont : la **zone ouest** (les départements de Guiglo, Blolequin, Toulepleu, Danané et Zouan Hounien) et la **zone Sud-ouest** (Département de Tabou). Chaque consultant(e) travaillera sur une seule zone d'étude.

Sous la responsabilité du Représentant Résident a.i du PNUD et la supervision du Conseiller au Programme Développement Durable Inclusif (DDI), et en étroite collaboration avec le Coordonnateur national du projet réintégration phase 2, chaque consultant(e) national(e), ayant choisi sa zone d'étude, devra :

1. Décrire le cadre politique, réglementaire et institutionnel pour la gestion du développement dans la zone d'étude : plans locaux de développement, les acteurs clés, les politiques clés, des stratégies et des

outils de suivi et de gestion du développement local, évaluation et gestion des impacts socio-économiques ;

2. Décrire la situation socio-économique de la zone ciblée : principaux secteurs économiques, le domaine des infrastructures de transformation et de commercialisation, les aspects socioculturels, technologiques et environnementaux, ainsi que la contribution de cette zone au PIB, la population et la situation de l'emploi, de même que les entreprises privées ;
3. Identifier les responsabilités institutionnelles et les besoins en renforcement des capacités, si nécessaire, afin de mettre en œuvre les recommandations de l'évaluation socio-économique ;
4. Recueillir les opinions, les attentes et besoins sexospécifiques (en lien avec le projet) des partenaires locaux institutionnels et privés : gouvernement, municipalité, secteurs économiques et associations locales ;
5. Identifier des forces, faiblesses, opportunités, et menaces pour le développement local de la zone d'étude ;
6. Effectuer l'analyse de la problématique du genre, et des potentiels impacts environnementaux et sociaux du projet dans la zone d'étude ;
7. Faire des propositions en termes de stratégies, de choix de spéculations agricoles à retenir et d'activités à mener en vue d'améliorer le niveau de revenu des populations, hommes et femmes, dans la zone d'étude.

Les résultats de ces travaux, serviront de base de données pour une planification stratégique d'activités pertinentes génératrices de revenus, à mener dans le cadre de l'appui à la réintégration socioéconomique des personnes retournées et aux initiatives entrepreneuriales en faveur des jeunes et des femmes en vue d'impulser un développement local inclusif dans les zones d'intervention du projet.

Pour des informations détaillées, veuillez, vous reporter à l'annexe 1

3. QUALIFICATIONS ET EXPERIENCES REQUISES

<u>I. Qualifications académiques :</u>

- Avoir un diplôme universitaire (BAC+5 au minimum) dans l'une des disciplines suivantes : statistiques et économie appliquée, socio économie, économie de développement, développement rural, agronomie, ou tout autre diplôme équivalent

II. Années d'expérience:

- Avoir une expérience en matière de développement, d'identification, de suivi et évaluation des initiatives communautaires de base de même que de conduite d'enquêtes et d'études.

III. Compétences :

- Avoir une bonne connaissance du milieu rural, des organisations de base et des outils du développement local (planification locale, diagnostic participatif etc.) ainsi que de la zone d'étude ;
- Démontrer des aptitudes à prendre en compte le genre dans les activités entreprises ;
- Avoir des aptitudes à travailler en équipe et avoir une capacité à travailler dans l'urgence ;
- Être capable de se déplacer fréquemment sur le terrain ;
- Maîtriser les logiciels informatiques : traitement de texte Word, Excel et Power point ;
- Avoir la capacité d'analyser des données et des informations de diverses sources pour des recommandations pertinentes ;
- Avoir une bonne capacité d'écrire et de communiquer avec précision et professionnalisme.

- Une excellente maîtrise de la langue française est exigée. Une bonne connaissance de l'anglais serait un avantage.

4. DOCUMENTS A INCLURE LORS DE LA SOUMISSION DE L'OFFRE

Les Consultants intéressés doivent soumettre les documents et renseignements suivants pour prouver leurs qualifications :
1. Offre :
(i) Expliquer pourquoi ils sont les mieux qualifiés pour ce travail.
(ii) Fournir une brève méthodologie de la manière dont ils approcheront et effectueront le travail (le cas échéant).

2. Offre financière forfaitaire
3. CV personnel, en y incluant l'expérience acquise dans des projets similaires et au moins 3 références.

5. OFFRE FINANCIÈRE

L'offre financière doit indiquer le montant total du forfait, ainsi que les modalités de paiement précises et mesurables (quantitativement et qualitativement) relatives aux résultats concrets (à savoir, si les paiements doivent être échelonnés ou versés en totalité à la fin du contrat). Les paiements sont fonction du résultat, c'est-à-dire, à la livraison des services spécifiés dans les termes de référence. En vue d'assister le service demandeur dans la comparaison des offres financières, le montant forfaitaire de chacune de ces dernières sera détaillé (y compris, les voyages, les indemnités journalières et le nombre de jours de travail prévus.)

Voyage :

Tous les frais de voyage envisagés devront être inclus dans l'offre financière. Ils comprennent tous les déplacements pour rejoindre le lieu d'affectation ou le voyage de rapatriement. En général, le PNUD n'accepte pas des frais de voyage supérieurs au prix d'un billet en classe économique. Si le consultant individuel souhaite voyager en classe supérieure, il ou elle devra le faire en utilisant ses propres ressources. En cas de voyage imprévu, les frais de voyage, y compris les billets, les frais d'hébergement et les faux frais au départ et à l'arrivée, doivent être convenus, entre le service commercial et le consultant individuel concernés, avant le voyage, et seront remboursés.

6. ÉVALUATION

Les consultants individuels seront évalués comme suit :

1. Le prix le plus bas et une offre techniquement conforme

En utilisant cette méthode, un contrat sera attribué au consultant individuel dont l'offre a été évaluée et déterminée comme étant, à la fois :

A) Efficace/conforme/acceptable, et

B) Offrant le prix/coût le plus bas.

« Efficace/conforme/acceptable » peut être défini comme respectant pleinement les termes de référence fournis.

Seuls les candidats qui obtiennent un minimum de 70 points seront pris en compte pour l'évaluation financière

Critère	***Coefficient***	***Point Max.***
Offre technique		
• Qualification et expérience dans le domaine	*70%*	*50*
• *Plan de travail*		*10*
• Méthodologie proposée et approche pour exécuter le travail selon les TDR		*40*
Offre financière		

Annexe 1- TERMES DE RÉFÉRENCE

PROJET D'APPUI A LA PREVENTION DES CRISES ET A LA CONSOLIDATION DE LA COHESION ET DE L'INCLUSION SOCIALE

CIV10-00116775

TERMES DE REFERENCE

Recrutement de deux (02) consultants(es) nationaux(les) pour dresser un profil socioéconomique sous forme de diagnostic stratégique pour les zones ouest (les départements de Guiglo, Blolequin, Toulepleu, Danané et Zouan Hounien) et Sud-ouest (Tabou) en Côte d'Ivoire

Avril 2020

A. DESCRIPTION DU PROJET

Dans le cadre de la mise en œuvre de la stratégie de solutions durables, plusieurs interventions ont été engagées pour la réintégration durable des personnes déplacées et rapatriés en Côte d'Ivoire. Alors que des efforts sont déployés pour endiguer les conflits qui ont causé le déplacement, il reste encore beaucoup à faire à la fois économiquement et socialement pour combler les gaps des besoins des personnes rapatriées et pour répondre aux défis de la lutte contre la pauvreté et la consolidation de la cohésion sociale dans les zones de retour ou de réinstallation.

Pour faire face à ces défis, le gouvernement de Côte d'Ivoire a élaboré, en collaboration avec le PNUD, le HCR et l'UNESCO, le « Projet d'appui à la prévention des crises et à la consolidation de la cohésion et de l'inclusion sociale ». D'une durée de 32 mois, le Projet est financé à hauteur de 2.856.000 Euro (soit 1,875 millions f CFA), avec 2.725.000 (1,787 millions f CFA) de contribution de la République Fédérale d'Allemagne et 131.000 (77 millions f CFA) du PNUD. Les interventions porteront principalement sur :

- Le renforcement de la cohésion sociale et la coexistence pacifique par le dialogue communautaire et l'accès aux infrastructures sociales de base ;
- La réintégration socioéconomique des personnes rapatriées dans les communautés d'accueil ;
- La promotion de l'entrepreneuriat jeune à travers la formation professionnelle et la création de micro-entreprises.

Le projet prendra en compte la dimension genre aussi bien dans le choix des bénéficiaires que dans la nature même de ses interventions.

Pour assurer la bonne conduite des activités relatives à l'appui à la réintégration socio-économique des personnes rapatriées, en privilégiant une approche des chaines de valeur et pour offrir des options de curricula de formation adaptés aux besoins des populations cibles, il est essentiel de disposer d'une connaissance approfondie des zones d'interventions du projet et de leurs potentiels économiques.

Pour chacune des régions ciblées, les forces, faiblesses, opportunités, et menaces, seront identifiés et analysés, afin de dégager les opportunités économiques et donner des orientations stratégiques pour le développement d'activités génératrices de revenus en vue de la réintégration socio-économique appropriée des rapatriés notamment les femmes et les jeunes.

A cet égard, des études socioéconomiques seront conduites dans les régions de Tonpki (Départements de Danané et Zouan Hounien), du Cavally (Départements de Guiglo, Blolequin et Toulepleu) et de San Pédro (Département de Tabou).

Ainsi, le PNUD lance le recrutement de deux (02) consultants(es) nationaux(les) en vue de dresser les profils socioéconomiques sous forme de diagnostic stratégique pour les régions ciblées par le projet. Ces travaux vont permettre d'identifier les opportunités de développement, d'activités créatrices de revenues les plus prometteuses et de présenter les besoins d'investissement les plus urgents.

B. CHAMPS DES TRAVAUX

Deux zones d'études ont été retenues pour les travaux des consultant(e)s. Ces sont : la **zone ouest** (les départements de Guiglo, Blolequin, Toulepleu, Danané et Zouan Hounien) et la **zone Sud-ouest** (Département de Tabou). Chaque consultant(e) travaillera sur une seule zone d'étude.

Sous la responsabilité du Représentant Résident a.i du PNUD et la supervision du Conseiller au Programme Développement Durable Inclusif (DDI), et en étroite collaboration avec le Coordonnateur national du projet réintégration phase 2, chaque consultant(e) national(e), ayant choisi sa zone d'étude, devra :

1. Décrire le cadre politique, réglementaire et institutionnel pour la gestion du développement dans la zone d'étude : plans locaux de développement, les acteurs clés, les politiques clés, des stratégies et des outils de suivi et de gestion du développement local, évaluation et gestion des impacts socio-économiques ;
2. Décrire la situation socio-économique de la zone ciblée : principaux secteurs économiques, le domaine des infrastructures de transformation et de commercialisation, les aspects socioculturels, technologiques et environnementaux, ainsi que la contribution de cette zone au PIB, la population et la situation de l'emploi, de même que les entreprises privées ;
3. Identifier les responsabilités institutionnelles et les besoins en renforcement des capacités, si nécessaire, afin de mettre en œuvre les recommandations de l'évaluation socio-économique ;
4. Recueillir les opinions, les attentes et besoins sexospécifiques (en lien avec le projet) des partenaires locaux institutionnels et privés : gouvernement, municipalité, secteurs économiques et associations locales ;
5. Identifier des forces, faiblesses, opportunités, et menaces pour le développement local de la zone d'étude ;
6. Effectuer l'analyse de la problématique du genre, et des potentiels impacts environnementaux et sociaux du projet dans la zone d'étude ;
7. Faire des propositions en termes de stratégies, de choix de spéculations agricoles à retenir et d'activités à mener en vue d'améliorer le niveau de revenu des populations, hommes et femmes, dans la zone d'étude.

Les résultats de ces travaux, serviront de base de données pour une planification stratégique d'activités pertinentes génératrices de revenus, à mener dans le cadre de l'appui à la réintégration socioéconomique des personnes retournées et aux initiatives entrepreneuriales en faveur des jeunes et des femmes en vue d'impulser un développement local inclusif dans les zones d'intervention du projet.

C. RÉSULTATS ATTENDUS

- Des informations pertinentes sur les opportunités entrepreneuriales, économiques, d'emploi dans la zone d'étude sont identifiées ; et l'on pourra s'en servir pour des choix réalistes d'activités à prendre en compte pour les régions et aider à une planification et un suivi du développement dans lesdites localités ;

- Les potentialités et opportunités de développement de la zone d'étude, sont répertoriées et ces informations sont partagées avec tous les acteurs et actrices intervenant dans la mise en œuvre du projet ;
- Des valeurs de références des indicateurs de performance du projet tels que répertoriés dans le cadre des résultats du projet sont identifiées ;
- La classification des priorités à l'échelle de la zone d'étude est réalisée ;
- Les difficultés de la zone d'étude sont présentées et les causes et les moyens de les résoudre sont résumés.
- Les contraintes majeures au développement au niveau de la zone sont classifiées par priorité.
- La prise en compte du genre et des besoins sexospécifiques dans le diagnostic est effective.

Pour la zone d'étude, les informations suivantes seront collectées :

- **Population :** Nombre, répartition spatiale, répartition par sexe et âge, taux de la population agricole désagrégée par sexe et par âge, etc. ;
- **Environnement et gestion de la terre :** Ressources naturelles, atouts de développement, menaces environnementales, formes de gestion de la terre, zones d'agriculture etc ;
- **Economie :** Secteurs primaire (agriculture foresterie : type d'agriculture, cultures principales) Secondaire (Manufactures, industries), Tertiaire (tourisme, finances transport, commerce), Informel. Emploi, situation de la femme et des jeunes, produits et marchés, micro-finance ;
- **Infrastructures techniques :** Nombre et statut des routes, des ponts, du réseau électrique et d'adductions d'eau potable, barrages hydro-agricoles ;
- Infrastructures sociales : Education, santé, hydrauliques, activités socioculturelles ;
- **Le volet socioculturel :** La démographie (les acteurs), le niveau d'éducation, la structuration de la population etc ;
- **Organisation et fonctionnement de la zone d'étude** : Statuts et besoins de la zone considérée (personnel, type de constructions), plans de développement à court et long terme existants, etc ;
- **Activités de Développement :** Activités de la collectivité territoriale, des Organisations Communautaires de Base (OCB), des femmes, des jeunes etc.

D. METHODOLOGIE D'INTERVENTION

a) Chaque consultant(e) établira un chronogramme de travail validé par le spécialiste au programme DDI et le coordonnateur du projet ;
b) Chaque consultant(e) proposera une de liste de documents à consulter pour la revue documentaire. Cette liste sera complétée suivant l'état d'avancement du projet ;
c) Chaque consultant(e) établira une liste de personnes clés à rencontrer en collaboration équipe du Projet ;
d) Chaque consultant(e) rencontrera périodiquement l'équipe du projet durant la durée de sa mission.

E. PAIEMENTS A CHAQUE CONSULTANT(E)

LIVRABLES	Montant
Plan de travail validé	20%
Rapport provisoire de l'étude	50%
Rapport final après validation	30%

F. ARRANGEMENT INSTITUTIONNEL

Chaque consultant(e) travaillera en étroite collaboration avec l'équipe du projet.

G. DUREE DE LA MISSION

La durée de la mission pour chaque consultant(e) sera de 45 jours(calendaires).

H. LIEU D'AFFECTATION

Chaque consultant(e) sera basé(e) à Abidjan, en Côte d'Ivoire et effectuera des missions à l'intérieur du pays (dans la zone d'étude et à Guiglo).

I. QUALIFICATIONS ET COMPETENCES

Chaque consultant(e) devra :

- Avoir un diplôme universitaire (BAC+5 au minimum) dans l'une des disciplines suivantes : statistiques et économie appliquée, socio économie, économie de développement, développement rural, agronomie, ou tout autre diplôme équivalent ;
- Avoir une expérience en matière de développement, d'identification, de suivi et évaluation des initiatives communautaires de base de même que de conduite d'enquêtes et d'études ;
- Avoir une bonne connaissance du milieu rural, des organisations de base et des outils du développement local (planification locale, diagnostic participatif etc.) ainsi que de la zone d'étude ;
- Démontrer des aptitudes à prendre en compte le genre dans les activités entreprises ;
- Avoir des aptitudes à travailler en équipe et avoir une capacité à travailler dans l'urgence ;
- Être capable de se déplacer fréquemment sur le terrain ;
- Maîtriser les logiciels informatiques : traitement de texte Word, Excel et Power point ;
- Avoir la capacité d'analyser des données et des informations de diverses sources pour des recommandations pertinentes ;

- Avoir une bonne capacité d'écrire et de communiquer avec précision et professionnalisme.

Une excellente maîtrise de la langue française est exigée. Une bonne connaissance de l'anglais serait un avantage.

J. PROPOSITION D'OFFRE FINANCIERE ET DELAI DE PAIEMENT

L'offre financière de chaque consultant(e) doit être forfaitaire. Le forfait doit inclure les honoraires, et les frais de mission, etc.

K. PRESENTATION DE L'OFFRE

Les documents ci-dessous doivent être contenus dans l'offre technique du soumissionnaire :

a) Le Curriculum Vitae (CV), indiquant toutes les expériences antérieures et les contacts (email et numéro de téléphone) de 3 références.

b) Une brève description de la méthodologie de travail et l'approche pour exécuter le travail selon les TDR.

c) La proposition financière indiquant le montant forfaitaire proposé par le soumissionnaire pour la conduite de la mission.

L. LES CRITERES D'EVALUATION TECHNIQUE

Récapitulatif des formulaires d'évaluation des Propositions techniques		**Note maximum**	**Consultant**				
			A	**B**	**C**	**D**	**E**
1.	Qualification et expérience dans le domaine	50					
2.	Plan de travail	10					
3.	Méthodologie proposée et approche pour exécuter le travail selon les TDR	40					
	Total	100					

Formulaire d'évaluation de la Proposition technique -- Formulaire 1		Nbre de points maximum	Consultant				
			A	B	C	D	E
Expertise / Qualification et expérience dans le domaine							
1.1	Diplômes	10					

1.2	Expertise avérée en matière de développement, d'identification, de suivi et évaluation des initiatives communautaires de base	15					
1.3	Expérience professionnelle en matière de conduite d'enquêtes et d'études socioéconomiques	15					
1.4	Références antérieures pour les travaux similaires	5					
1.5	Aptitudes avérées en matière de prise en compte du genre	5					
Total		50					

Formulaire d'évaluation de la Proposition technique – Formulaire 2		Nbre de points maximum	Consultant				
			A	B	C	D	E
Plan de travail							
2.1	Le plan de travail est-il bien défini, bien détaillé et correspond-il aux termes de référence ?	10					
	Total	10					

Formulaire d'évaluation de la Proposition technique – Formulaire 3		Nbre de points maximum	Consultant				
			A	B	C	D	E
Méthodologie proposée et approche pour exécuter le travail selon les TDR							
2.1	La proposition montre-elle une compréhension générale du sujet ?	10					
2.2	Les aspects importants de la tâche ont-ils été traités de manière suffisamment détaillée ?	15					
2.3	La proposition comprend-elle un cadre méthodologique cohérent ?	5					
2.4	La présentation est-elle claire, et la succession des activités ainsi que la planification sont-elles logiques, réalistes et augurent-elles suffisamment d'une bonne exécution du projet ?	10					
	Total	40					

M. CRITERES DE SELECTION

Le/la soumissionnaire ayant soumis l'offre techniquement conforme (au moins 70% du total des points) et la moins disante sera retenu.

N. MODELE DE PRESENTATION DE L'OFFRE FINANCIERE

Eléments	Quantité	Coût Unitaire	Cout total pour la durée du Contrat
Honoraires			
Communications			
Transport			
Autres (Mentionner svp)			

Annexe 2- CONDITIONS GÉNÉRALES RELATIVES AUX CONSULTANTS INDIVIDUELS

Joint à la notice.